

BUREAUX : RUE NAIN, 1,

ROUBAIX-TOURCOING :

Trois mois . . . . . 12 fr.  
Six mois . . . . . 23 .  
Un an . . . . . 44 .

L'abonnement continue sauf avis contraire

# JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : A. REBOUX

Le Nord de la France

Trois mois . . . . . 14 .  
Six mois . . . . . 27 .  
Un an . . . . . 51 .

ANNONCES : 20 centimes la ligne  
RÉCLAMES : 25 centimes  
— On traite à forfait.

On s'abonne et on reçoit les annonces : A. ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A. TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A. LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée  
A. PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bullier et C<sup>o</sup> place de la Bourse, 8; BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 15 JUI 1872

BOURSE DE PARIS  
DU 15 JUI

3 0/0	55 65
4 1/2	78 50
5 0/0	86 70

(Voir à la troisième page les dépêches commerciales.)

## BULLETIN QUOTIDIEN

L'Assemblée nationale a repoussé, hier, à une immense majorité, 347 voix contre 88, le principe de la substitution. Elle a pris ainsi sa revanche du vote de l'article 37 qui lui a été imposé par le chef du gouvernement.

M. Gladstone et les toriens ont commencé, aux communes, leurs premières escarmouches; la bataille viendra bientôt. Mais il est aisé de voir, en lisant les dernières dépêches de Londres, que le premier lord de la Trésorerie ne négligera rien pour esquiver la responsabilité de ses échecs diplomatiques à propos de l'Alabama. Interrogé par M. Ibbeston, M. Gladstone a répondu que « l'Amérique refuse de se joindre à toute demande d'ajournement d'arbitrage. » Lord Bury ayant demandé ensuite si l'Angleterre réservera ses droits dans le cas où l'ajournement de l'arbitrage serait accepté, M. Gladstone a refusé de répondre. Finalement, l'interpellation de M. Torrens a été ajournée. Mais la thèse sera reprise.

L'article supplémentaire modifié (par le sénat américain) dit que le président consent à négocier une nouvelle loi internationale portant qu'aucune des deux nations n'est responsable des actes de ses citoyens contre un des deux gouvernements et en faveur d'un belligérant avec lequel un d'eux est en guerre.

Depuis quelques jours, le bruit se répandait à Madrid que Serrano n'avait plus de salut possible que dans une dictature qu'il se serait naturellement conférée. Serrano, en effet, connaît la situation mieux que personne, et il sait à quoi s'en tenir sur les victoires et les soumissions qu'on lui a prêtées officiellement. Mais ses antécédents n'étant pas propres à inspirer la confiance, don Amédée n'a pas osé lui accorder la suspension des garanties constitutionnelles et un pouvoir illimité, dont on ne sait au juste ce qu'il aurait fait. Le ministère est donc tombé. Sagasta et Serrano, usés en si peu de temps, il ne restait plus que M. Zorilla à qui on pût s'adresser. C'est un ministre progressiste que l'on va avoir. Pour combien des jours? On l'ignore.

Voici la dépêche de l'Agence Havas qui se termine, comme toujours, en annonçant que la tranquillité est parfaite :

« Madrid, le 12 juin.

« Le roi n'ayant pas cru devoir se conformer à l'opinion du ministre de demander aux Cortès l'autorisation pour la suspension des garanties constitutionnelles, celui-ci a donné sa démission, qui a été acceptée.

« Le ministre a rendu compte de cet événement aux Cortès.

« Le roi a eu une conférence avec les présidents des deux Chambres.

« La tranquillité est parfaite. »

Une autre dépêche nous donne les noms des nouveaux ministres. Ce sont :

- Intérieur et présidence, M. Zorilla.
- Guerre, M. Cordova.
- Finances, M. Ruiz Gomez.
- Justice, M. Montero Rios.
- Travaux publics, M. Echegaray.
- Colonies, M. Gassery Artum.
- Etat, affaires étrangères, M. Martos.
- Marine, M. Beranger.

On assure qu'une des premières mesures du nouveau cabinet sera de nommer le maréchal Espartero général en chef de l'armée du Nord, avec faculté d'établir son quartier général où il voudra.

Espartero a 80 ans révolus.

Tous les journaux, même le *Siècle*, même le *Bien public*, s'occupent de nouveaux projets de fusion, qu'une note insérée avant-hier dans le *Courrier de France* avait fait pressentir. Nous avons eu d'abord la pensée de soumettre à l'appréciation de nos amis et de nos lecteurs les faits avancés à ce sujet par les divers organes de la presse parisienne, mais cette revue n'aurait offert aucun intérêt, attendu que, sauf quelques légères variantes, toutes les versions sont à peu près identiques. Il nous a paru plus convenable et plus utile de reproduire seulement le récit du *Figaro*, qui a le double avantage d'être plus complet et de résumer tous les autres.

On lit dans ce journal, sous la signature de M. Xavier Eyma :

La nouvelle, mise en circulation, hier, par un de nos confrères, le *Corrier de France*, n'était vraie que par prévision et par anticipation, si je puis m'exprimer ainsi. Aujourd'hui, elle est absolument exacte et en quelque sorte officielle. Cette nouvelle, la voici :

M. le comte de Paris s'est engagé à rendre une visite à M. le comte de Chambord, dès que celui-ci aura adhéré publiquement au manifeste de la droite modérée, rédigé il y a déjà quelques mois.

Si je suis bien informé, à l'heure présente, M. le comte de Chambord est informé de l'état des choses; il a entre les mains l'appel suprême qui lui est adressé.

Telles sont les nouvelles qui circulent, et que le *Figaro* résume avec une rigoureuse exactitude.

Nous croyons savoir que les meneurs de cette tentative, longuement délibérée, y ont renoncé.

Ils ont fini par soupçonner qu'il y avait un caractère de prince devant qui on ne se présente pas avec des conditions qui voudraient ressembler à un piège. (Union).

L'*Ordre* analyse la déposition de M. Garnier-Pagès devant la commission d'enquête sur le 4 septembre. Les âges futurs apprendront ainsi comment se fondent les gouvernements qui, au bout de vingt mois d'exercice, se déclarent éternels et inviolables.

La déposition de l'ancien député de Paris a porté particulièrement sur la séance qui

eut lieu dans la salle à manger de la présidence du Corps législatif, après l'invasion de la Chambre.

Il est revenu complaisamment sur le rôle qu'il a joué personnellement pendant la journée.

Il a reconnu avoir dit : « Mais à côté de votre représentation, il va se former, il s'est peut-être créé un centre nouveau avec lequel nous devons compter... Plusieurs de nos collègues, portés par le flot populaire, sont à l'Hôtel-de-ville, où ils délibèrent sans doute... Vous ne pouvez rien faire de stable sans le concours des hommes qui y siègent maintenant. »

Une délégation s'étant rendue à l'Hôtel de ville, M. Garnier-Pagès l'accompagne et s'en fait l'introduit :

« J'introduis mes collègues, dit-il, auprès de MM. Jules Favre, Emmanuel Arago, Picard, Jules Simon et Gambetta qui délibèrent. »

Aux ouvertures faites, M. Jules Favre — dit M. Garnier-Pagès, — répondit : « Il est trop tard ! Nous venons de créer un gouvernement de la défense nationale. »

## Lettre de Paris

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 14 juin 1872.

Les députés de la majorité, depuis les élections du 9 et la séance du 10 reçoivent des lettres des départements qui expriment l'inquiétude générale sur la politique de M. Thiers, laquelle ne profite qu'à la démagogie et nous prépare de nouvelles et horribles catastrophes. La situation est plus grave encore qu'en 1871, à la veille du coup d'Etat napoléonien, car les idées anarchiques et la démoralisation sont bien plus répandues dans les masses ouvrières, et cette gangrène envahira bientôt une grande partie de nos campagnes, si un pouvoir conservateur et moralisateur ne prend pas des mesures promptes et énergiques.

Nous n'avons pas de constitution, l'Assemblée est souveraine, elle peut donc tout pour le salut du pays; elle a déjà manqué à sa mission à Bordeaux et à Versailles, après la défaite de la Commune. Les membres de la majorité assumeront sur leur tête une redoutable responsabilité, s'ils ne parviennent pas à s'entendre pour épargner au pays une révolution socialiste, qui nous conduirait inévitablement à la restauration impériale et aux calamités de la guerre civile.

Les nouvelles d'Espagne confirment que l'insurrection recommence dans la Biscaye. Le Guipuzcoa, traversé par de nombreuses voies de communications et occupé militairement, dès le commencement, n'avait pu s'armer que partiellement; aujourd'hui il est parcouru par d'importantes forces carlistes qui vont de village en village favoriser l'organisation de nouveaux bataillons: quinze cents hommes faisant une promenade militaire de ce genre viennent de passer à Mondragon, où était en dernier lieu le quartier général de Serrano; les jeunes gens d'Escoriaga se sont joints à cette troupe. En Catalogne, des chefs capables et très populaires viennent de renforcer l'état-major de l'infant don Alphonse. Le mouvement prend de plus en plus le caractère national et décentralisateur qu'il affectait dès le premier jour et chaque parti arrête ses dispositions pour profiter de la chute inévitable d'Amédée. Les forces carlistes augmentent dans l'Estramadure. Nous recevons, à l'instant, une nouvelle qui, pour mériter confirmation, n'en vient pas moins d'une bonne source parfaitement digne de foi. Morionès a été battu dans la Navarre; on lui a pris des canons; et lui-même, dit-on, a été blessé.

Le correspondant madrilène du *Journal des Débats* désespère maintenant du fils de Victor-Emmanuel. On lit dans la lettre de ce correspondant :

« La dynastie du roi Amédée a désolé mais contre elle, non-seulement les Carlistes et les Alphonsistes, non-seulement les Républicains, mais encore les vrais dynastiques, ceux-là mêmes à qui le roi Amédée est redevable de sa couronne, et que l'on doit s'attendre à rencontrer demain dans les rangs révolutionnaires.

M. Castelar a fait allusion au sort qu'il attend peut-être, lorsqu'il a parlé de la veuve infortunée de celui qui fut l'heureux châtelain de Meramar, avant d'être le héros tragique de Ogerelaro.

« siste aux efforts et aux trébûchements de cette jeune dynastie italienne, qui semble n'être venue ici que pour grelter les douceurs et les affections de là-bas. Ici même, à Madrid, le roi est un étranger, personne ne le salue; et cependant je lis quelquefois dans les journaux qu'on lui a fait une ovation. Ironie! Je constatais, encore tantôt cette absence de popularité comme il revenait d'une promenade à cheval au Prado; on eût dit un simple particulier tout à fait inconnu de la ville.

DE SAINT-CHÉRON.

## Toujours les mêmes

On lit dans le *Journal de Bruxelles* :

Le rouge nous monte au front, et nous nous sentons profondément humiliés, lorsque nous réfléchissons aux scandales impunis dont la capitale a été le théâtre. Les doctrinaires ont terni dans la boue, le soir, les lauriers qu'ils avaient cueillis, le matin, devant l'urne électorale. C'est ainsi que se passent les choses chaque fois qu'il y a une élection chez nous. Si les *Libéraux* remportent la victoire, nous avons les orgies de la rue et des débordements d'enthousiasme qui soulèvent le cœur de dégoût et d'indignation; s'ils succombent, leur colère monte au paroxysme de l'exaspération, et alors nous sommes menacés du fer et du feu. Et jamais aucun journal *libéral* ne proteste contre ces infamies. Loin de protester, il en est même qui se plaisent à faire des descriptions marquées au coin du lyrisme des cortèges provocateurs que les émeutiers organisent, pour porter le désordre et l'insulte partout, sans que la police prenne souci de leurs faits et gestes. L'*Etoile* a trouvé que la forte bande de voyous qui a parcouru la ville pendant toute la soirée d'hier et pendant une grande partie de la nuit était d'un effet « ravissant à la lueur d'une certaine quantité de torches. » Cette appréciation est une énormité, surtout que nous avons été menacés de voir mettre le feu à la maison où sont établis nos bureaux par les porteurs de ces torches. L'*Etoile* ne pense-t-elle pas que l'effet de cet incendie eût été « ravissant » ? A trois reprises différentes, pendant la nuit, nous avons été menacés du saccage de notre maison.

Les injures et les grossiers outrages que la foule émeutière a proférés pendant des heures entières devant nos bureaux sont une flétrissure pour les agissements de M. Auspach. Honte aux magistrats, chargés de la police et de l'exécution des lois, qui laissent se produire sans répression aucune d'aussi abominables scandales. La Belgique finira par être considérée en Europe comme un pays d'anarchie, de désordre, où les infamies de tout genre peuvent se commettre sous l'égide de l'impunité.

Ah! confrère croyez-vous qu'il n'y ait que la Belgique où ces choses-là se passent?...

Le *Courrier de l'Aisne* publie la lettre suivante, dans laquelle MM. Turquet et Waddington, députés de l'Aisne, expliquent aux électeurs l'attitude qu'ils ont prise en opposant l'attention à la violence morale qui était faite à l'Assemblée.

Versailles, 11 juin 1872.